

DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Nombre de
Conseillers :

En
exercice 67

Présents 54

Votants 59

Dont 5 procurations

OBJET :

PERSONNEL :

PARTICIPATION POUR
LA PREVOYANCE

L'an deux mille vingt quatre le : Jeudi 31 Octobre à 18 H 30
le Conseil Communautaire dûment convoqué,
s'est réuni en session ordinaire à la MJC de Fours

sous la Présidence de M. Serge CAILLOT, Président.

Date de convocation : 24 Octobre 2024

Etaient présents :

- Achun : Denis LARUE
- Alluy : Patrice BONNET
- Aunay en Bazois : William BARDOT Supplée Patrick CHAUSSAT
- Avrée : Georges CHÂTEAU
- Biches : Nicolas DESOINDRE Supplée Annie LECERF
- Brinay : Pierre TISSIER-MARLOT
- Cercy-la-Tour : Julien DENOUEL, Caroline MARCEAU,
Jean-Michel AGEZ, Monique BERNARD,
Marie-Laure PARMENTIER, Michel MULOT
- Charrin : Serge CAILLOT, Hervé GARÇON
- Châtillon-en-Bazois : Michel MARIE,
Christine MASCARELLO,
Jean-Christophe SAVE
- Chiddes : Bernadette MADINSKI
- Chougny : /
- Dun sur Grandry : /
- Fléty : Romain COUGNY
- Fours : David BONGARD, Frédéric LEMOINE
- Isenay : Pascal PETIT
- La Nocle-Maulaix : Pascal PERRIN
- Lanty : Annick BERTRAND
- Larochemillay : /
- Limanton : Patrick REVENEAU
- Luzy : Jocelyne GUERIN, Sylvie DELAVELLE, Olivier FAURE,
Florence CHANDIOUX, Thierry DESCOURS,



Certifié exécutoire

Reçu en préfecture
ou en Sous-Préfecture
le : 02/12/2024

Publié ou notifié
le : 02/12/2024

Envoyé en préfecture le 02/12/2024

Reçu en préfecture le 02/12/2024

Publié le

ID : 058-200067882-20241031-2025_CC_144_BIS-DE



.../...

- **Maux** : Paul DUSSAULE
- **Millay** : Christian POUCHELET
- **Montambert** : Marie-Christine ROY
- **Montapas** : Ghislaine ROQUEFORT Supplée Jean-Pierre FREGUIN
- **Montaron** : Thierry BEUGNON
- **Mont et Marré** : Sylvain BONNODOT
- **Montigny sur Canne** : Antoine-Audoin MAGGIAR

- **Moulins-Engilbert** : Serge DUCREUZOT, Marie-Claire RANVIER,
Jean-Paul LAMBOURG, Elisabeth JOSSE

- **Ougny** : /
- **Poil** : /
- **Préporché** : Thierry PACHOUT Supplée René DUVERNOY
- **Rémilly** : Jean-Paul MARGERIN
- **Saint Gratien Savigny** : Jean-Paul REVERDIAU
- **Saint Hilaire Fontaine** : Marcel CANTAT Supplée Claude ROYÉ

- **Saint Honoré les Bains** : Didier BOURLON, Jean-Jacques LAMALLE

- **Saint-Seine** : Serge SAUVAGET
- **Savigny Poil Fol** : Bernard LEBLANC
- **Semelay** : /
- **Sermages** : Dominique STRIESKA
- **Tamnay en Bazois** : /
- **Tazilly** : Pascal GUERIN
- **Ternant** : /
- **Thaix** : David JOYEUX
- **Tintury** : /
- **Vandenesse** : Audrey BILLOUÉ
- **Villapourçon** : Patrick LORGÉ

Procurations de :

- 1 – M. Michel DURAND à M. Sylvain BONNODOT
- 2 – M. Thierry LAPORTE à M. Denis LARUE
- 3 – M. Alban BEAUZON à M. Serge DUCREUZOT
- 4 – M. Gilles GONIN à Mme Florence CHANDIOUX
- 5 – Mme Floor NUSINK à Mme Jocelyne GUERIN

PERSONNEL : PARTICIPATION POUR LA PREVOYANCE

Mme Amiot, Présidente, et M. Siméon, adjoint de direction du Centre de gestion de la Nièvre, présentent la démarche mise en place par le Centre de gestion concernant la prévoyance.

Monsieur le Président explique que le Conseil Communautaire du 26 septembre dernier a différé la délibération pour l'adhésion au contrat groupé du Centre de Gestion pour la prévoyance des agents. Les élus se questionnent sur :

- peut-on plutôt labelliser avec les assurances plutôt qu'un contrat groupé ?
- la CCBLM n'a pas organisé d'appel d'offres
- recenser les agents pour connaître ceux qui ont un contrat de prévoyance
- le montant de la participation employeur (même montant pour tout le monde ?)

Pour rappel, le Centre de Gestion de la Fonction Publique de la Nièvre propose un contrat groupé auprès de Relyens /CNP avec les taux prises en charge suivants pour 2025 :

- Incapacité temporaire de travail à 1,12% avec une prise en charge net de 90%,
- Invalidité permanente définitive à 0,72% avec une prise en charge net de 90%,
- Perte de retraite consécutive à une invalidité à 0,45% avec une prise en charge net de 90%,
- Décès ou PTIA à 0,44% avec une prise en charge net de 100%,
- pas de questionnaire de santé,
- aucune carence n'appliquée aux agents durant les 6 premiers mois de l'entrée en vigueur de la convention,
- prise en charge d'une indemnisation que pour un nouveau motif d'arrêt (pas de prise en charge des arrêts pour un événement survenu avant l'entrée en vigueur de la convention dans la collectivité).

A savoir que l'étude de sinistralité réalisée à partir de statistiques sur des données d'absentéisme et démographiques permet à la CCBLM d'adhérer sans condition supplémentaire.

Réglementairement, à ce jour, le décret du 20 avril 2022 encadre la mise en œuvre du dispositif avec une participation obligatoire des collectivités à hauteur de 7€ par mois par agent (20% de 35 €). La souscription à la prévoyance pour l'agent n'est, pour l'heure, pas une obligation.

L'accord national avec les syndicats de juillet 2023 qui imposait la participation de l'employeur à hauteur de 50%, la souscription obligatoire des agents et la fin de la labellisation n'a pas été transposé.

Par conséquent, il est possible de rester en labellisation si l'accord collectif national du 11 juillet 2023 n'est pas transposé dans la loi d'ici à la fin d'année comme cela était prévu au départ sous le précédent gouvernement avant la dissolution. Dans ce cas, il faut se référer à une liste nationale pour savoir si le contrat souscrit par l'agent est labellisé.

Il y a en revanche toujours un délai de prévenance pour résilier un contrat prévoyance.

Si la CCBLM décide d'adhérer en fin d'année à la convention du CDG pour une application au 1^{er} janvier 2025, et que les agents informent leurs assureurs de leurs souhaits de résilier à la mi-novembre par exemple, il y aurait forcément 15 jours de flottement en janvier pendant laquelle leurs contrats précédents seront toujours en vigueur, mais avec une participation employeur qui ne pourra pas leur être accordée (les collectivités ne peuvent participer qu'à la labellisation ou à une convention de participation).

Envoyé en préfecture le 02/12/2024

Reçu en préfecture le 02/12/2024

Publié le

ID : 058-200067882-20241031-2025_CC_144_BIS-DE



.../...

La volonté de la commission RH et du comité social territorial de cotiser au contrat groupé au départ, au printemps 2024, était pour avoir des garanties préférentielles avec des taux négociés sans questionnaire de santé.

Actuellement la CCBLM participe à hauteur de 10€ par agent par mois pour la prévoyance pour les 3 agents de l'ex Communauté de Communes Entre Loire et Morvan (seul acquis social maintenu dans le cadre des fusions des intercommunalités en 2017).

Le CST du 15 octobre dernier a émis un avis favorable pour l'adhésion au contrat groupé du CDG58 avec une participation de la collectivité à hauteur de 50%.

A savoir qu'après avoir interrogé les agents sur la question, à ce jour, :

- 10 agents non assurés seraient intéressés par la prévoyance,
- 1 agent assuré à titre personnel sans participation employeur pour la prévoyance,
- 3 agents seraient assurés à titre personnel dans le cadre d'un contrat accident de la vie sans participation employeur pour la prévoyance.

Considérant les avantages du contrat groupé Relyens (taux négociés, pas de questionnaire de santé, pas d'application de délai de carence),

Considérant que les agents actuellement assurés n'ont pas forcément souscrit un contrat labellisé (sans labellisation pas de participation employeur),

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire

- approuve l'adhésion de la Communauté de communes au contrat groupé Relyens du Centre de gestion de la Nièvre à compter du 1^{er} janvier 2025,

Voix pour 30, abstentions 29, contre 0

- fixe la participation employeur pour la prévoyance à hauteur de 10 € par mois et par agent.

Voix pour 30, abstention 29, contre 0

Envoyé en préfecture le 02/12/2024

Reçu en préfecture le 02/12/2024

Publié le

ID : 058-200067882-20241031-2025_CC_144_BIS-DE



**Pour copie certifiée conforme,
Fait à Moulins-Engilbert,
Le 31 Octobre 2024**

**Le Secrétaire de Séance,
Frédéric LEMOINE.**



**Le Président,
Serge CAILLOT.**